



Schweizerisches

Sozialarchiv

Sachdokumentation

Signatur: KS 335/41c-18_38

www.sachdokumentation.ch

Nutzungsbestimmungen

Dieses Dokument wird vom Schweizerischen Sozialarchiv bereitgestellt. Es kann in der angebotenen Form für den **Eigengebrauch** reproduziert und genutzt werden (Verwendung im privaten, persönlichen Kreis bzw. im schulischen Bereich, inkl. Forschung). Für das Einhalten der urheberrechtlichen Bestimmungen ist der Nutzer, die Nutzerin selber verantwortlich.

Für Veröffentlichungen von Reproduktionen zu kommerziellen Zwecken wird eine **Veröffentlichungsgebühr** von CHF 300.– pro Einheit erhoben.

Jede Verwendung eines Bildes muss mit einem **Quellennachweis** versehen sein, in der folgenden Form:

Schweizerisches Sozialarchiv, Zürich: Signatur KS 335/41c-18_38

© Schweizerisches Sozialarchiv, Stadelhoferstr. 12, CH-8001 Zürich
<http://www.sozialarchiv.ch>

erstellt: 15.05.2014

Flughafen Lausanne, 57.6
Janvier 1971.

A NOUS DE FAIRE LA FÊTE



La minorité... c'est ceux qui nous contrôlent

M. Chevallaz nous a bien fait rire lorsqu'il a osé prétendre devant toute la population lausannoise qu'une cinquantaine d'agitateurs rendrait impossible une fête qui regroupe plus de 100'000 participants. Personne ne peut croire que cette infime minorité, comme il aime l'appeler, justifie une telle décision. La vérité est tout autre. Elle est à chercher dans l'organisation de cette société pourrie qui ne profite qu'à une minorité de possédants qui contrôlent tout le monde. Cette minorité créée à Lausanne et en Suisse une insatisfaction profonde chez les ouvriers, les salariés, les locataires, les écoliers et certains étudiants la grande majorité des laissés pour compte. Cette insatisfaction s'accroît de jour en jour et devient toujours plus généralisée. Pourquoi ?

Cette société est basée sur l'oppression

Dans les fabriques, les patrons achètent notre travail avec de bas salaires et nous revendent après coup très cher les biens que nous avons produits. Non contents de nous exploiter en faisant des superprofits, ces messieurs veulent nous con-

trôler par des horaires et des cadences de fous, une discipline de bain et des licenciements punitifs. Grâce à leur richesse, ils concentrent leur pouvoir et nous contrôlent même en dehors de nos heures de travail.

Car les propriétaires, leurs alliés, ont construit des quartiers casernes pour nous y entasser loin du centre. Ils fixent les loyers pour en tirer le maximum de profit en se foutant bien que plus du quart de nos paies y soit englouti. En construisant des HLM sans tenir compte de nos besoins, ils organisent l'isolement de chacun pour nous diviser encore plus.

Dans les magasins, chaque jour, nous devons utiliser une part toujours plus grande de nos salaires pour manger, nous habiller et acheter des biens de première nécessité.

A l'école, directeurs et professeurs, payés par l'Etat, ne peuvent enseigner leur programme-bidon qu'à grand renfort d'autoritarisme: exclusions, avertissements aux parents, chantage aux notes etc.

Voilà la cause réelle du mécontentement qui se généralise. Voilà pourquoi la Municipalité a peur de rassembler "son peuple" dans la rue. Car l'organisation de cette société n'est pas la nôtre, elle est celle des nantis qui la perpétuent en nous contrôlant grâce à leur pouvoir de fric et de flics.

POUR RÉTABLIR LA VÉRITÉ

Le comité d'organisation

Fit si la décision a été prise d'un commun accord par la Municipalité et le comité d'organisation, il est facile de deviner que ce dernier a fini, après bien des hésitations par se laisser persuader par les autorités.

Ce qui veut dire que la décision fut prise par Chevallaz, et qu'ensuite seulement, il fit les pressions nécessaires pour faire passer la pilule.



M. Chevallaz : Malgré l'accalmie évidente que connaît Lausanne ces jours, nous n'avons pas pu donner de garanties suffisantes qu'il ne se passerait rien. »

Il aurait pu pleuvoir ! ! Mais ce que la municipalité ne dit pas, c'est que presque 50 % des sociétés, groupes et marchands de l'année passée avaient décidé de ne plus participer à la Fête. Motif: les dégâts matériels causés aux installations. Devant de fiasco, Chevallaz préfère décevoir les petits commerçants et utiliser pour les élections cette suppression

de la Fête en se faisant le champion de l'ordre policier !

M. Lavanchy : « Le but de notre association est d'organiser une fête populaire ou biennale, dans la détente et dans la joie. Or, cette fois-ci, nous ne pouvions garantir à la population une non-intervention de la police. »

Il semble que la police soit un élément incontrôlable. On a peur qu'il lui prenne la lubie de ressortir ses gaz. Nous savons d'ailleurs que les flics ont aussi fait pression pour la suppression de la Fête à cause des heures supplémentaires qu'ils auraient dû encore faire...

M. Deppen : « Il a fallu plus de courage pour supprimer la fête que pour la maintenir. Nous l'avons supprimée cette fois-ci parce que nous l'aimons et que nous voulons qu'elle reprenne l'an prochain sa place. »

Ce gros sentimental se prive de ce qu'il aime. Il sait très bien qu'en 1972, les garanties pour qu'il ne se passe rien ne seront pas plus certaines puisque le mécontentement de la population augmente. Ce qu'il veut, c'est remodeler complètement cette fête, pour qu'on ne s'y exprime plus, mais qu'on y consomme passivement.

35410-1488



là où il y a oppression... il y a révolte

Les exploités et les opprimés commencent à en avoir marre de casquer pour les autres. On nous dit de jouer le jeu qui consiste à rester les mains nues sans toucher aux intérêts des privilégiés. On nous dit de fermer notre gueule et d'attendre.

Mais déjà d'autres solutions naissent. Les ouvriers ne croient plus que la paix du travail leur permettra de changer leur situation de salariés. Des grèves sauvages sont nées, rendant confiance aux ouvriers (Genève, Yverdon, Tessin). Dans les quartiers aussi, les locataires commencent à reprendre confiance dans la force de leur union. Pour se défendre, ils organisent des grèves de loyers (Renens, Pont-des-Sauges).

La jeunesse elle-même n'est pas isolée du mécontentement général. Elle s'unit en occupant des locaux et en luttant les premiers contre les marchands de loisirs.

Le C.A.C. ne peut avoir la responsabilité de ce mécontentement général qui existait bien avant la lutte entreprise contre les marchands de loisirs.

Sans comprendre que c'est cette société organisée par une minorité de nantis qui produit ce climat de tension, il est impossible de ne pas tomber dans le ridicule pour expliquer la suppression de la fête à Lausanne.

Le CAC à tout faire.

La Municipalité n'a pas peur de ce ridicule, car elle aide et défend ceux qui contrôlent nos vies. Elle refuse donc de s'exprimer sur LES REELLES CAUSES DE SON IMPUISSANCE FACE A UN RASSEMBLEMENT POPULAIRE QUI A POUR BUT LA FÊTE. Elle saute dans le premier bateau et cherche à tout mettre sur le dos du C.A.C. Ce n'est pas par hasard qu'elle nous choisit comme tête de pipe. Elle essaye depuis deux mois de torpiller ce mouvement par la diffamation: (...il s'agit d'une minorité importée...elle installe un climat préfasciste...), par les gaz et les arrestations arbitraires de Deppen. Mais cela n'a servi à rien. Le C.A.C. a démontré partout que son action ne propose pas en premier la violence, mais que les réponses de la ville et la répression, elles SONT VIOLENTES.

Le C.A.C. du reste a concentré son travail durant ces dernières semaines dans les quartiers pour y unir jeunes et vieux, ouvriers, locataires, écoliers afin que nous nous exprimions sur nos problèmes communs pour trouver des moyens de lutte. C'est cela avant tout que les patrons, la Municipalité, les marchands d'appartements ou de loisirs craignent. La Municipalité sait que nous parlons juste, que nous réussissons à rassembler dans les cours d'immeubles jusqu'à 400 personnes et dans les fêtes et manifestations jusqu'à 2'000 personnes, ce qui est nouveau à Lausanne. C'est pour cela que nous sommes pris pour cible. Ce n'est pas du tout parce que "des mouvements pourraient profiter de l'exceptionnelle tribune que constitue la Fête à Lausanne pour se l'accaparer". Deppen sait d'ailleurs par ses indices qu'absolument rien n'a été décidé en assemblée générale pour une quelconque manifestation du C.A.C. lors de ces fêtes.

Même pas les miettes !!!

Que veut dire pour nous la suppression de cette fête ? Nous savons que ces journées n'ont rien à voir avec le festival de Lausanne et les soirées de Beaulieu, avec le gros gâteau des loisirs chers qui nous sont refusés. LA FÊTE A LAUSANNE, C'EST LA NOTRE ! ! ! Ce sont les maigres loisirs qui nous restent, les seuls jours où patrons et Municipalité nous laissent nous réunir. La Fête à Lausanne est encore la fête du peuple, même si elle est encore dirigée par les marchands et la police. Elle nous permet de vivre un peu plus détendus que tous les autres jours de l'année.



En nous l'enlevant, la Municipalité nous retire de la bouche les miettes de loisirs qui nous sont déjà comptées par les marchands. Elle perd toujours plus le contact avec la population déçue, celle avec laquelle nous n'avons pas de peine à nous unir. Elle n'arrive pas à nous faire endosser aux yeux de la population la responsabilité des désordres créés par le climat répressif de cette société.

Si le peuple veut la fête aura lieu.

Face à une telle provocation, le C.A.C. prouve une fois de plus qu'il a raison de ne plus rien attendre des décisions municipales concernant les loisirs. Il a raison de lier les patrons, les marchands et la Municipalité puisque nous savons qu'ils sont tous unis pour supprimer la Fête. Devant une telle déception, le C.A.C. prouve que pour nous en sortir il ne faut compter que sur nos propres forces (comme à Mont-Repos, Montbenon, Escaliers du Marché). LA FÊTE QUE LA MUNICIPALITE ET LES PATRONS NOUS VOLENT, REPRENONS-LA, CAR NOUS SOMMES LA MAJORITE ! ! !

**A NOUS DE FAIRE CE QUE NOUS VOULONS. ORGANISONS-NOUS
FACE A L'INTERDICTION, GROUPONS IDEES ET SUGGESTIONS.
LE CAC. ASSURE UNE PERMANENCE A L'EVECHE DES 18h.
NOUS AVONS BESOIN DU SOUTIEN FINANCIER DE TOUS
CAC. CASE POSTALE 125
1012 CHAILLY**